

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
7 février 2002  
Français  
Original: arabe

---

**Lettre datée du 5 février 2002, adressée au Secrétaire général  
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de l'Iraq auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, et en référence à la lettre du 15 janvier 2002 que le Représentant permanent du Royaume d'Arabie saoudite vous a adressée (S/2002/71) pour essayer de justifier la décision que l'Arabie saoudite a prise de saisir l'oléoduc iraquien, j'ai l'honneur de vous informer que les justifications avancées dans cette lettre n'ont aucun fondement ni dans le droit international ni dans les résolutions du Conseil de sécurité concernant l'Iraq. Le Gouvernement iraquien tient à souligner que la saisie de l'oléoduc iraquien par l'Arabie saoudite est un acte illégal d'appropriation de biens immobiliers appartenant à l'Iraq, et que celui-ci utilisera tous les moyens juridiques disponibles pour récupérer son bien. À ce sujet, je voudrais appeler votre attention sur les faits mentionnés dans la lettre du Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères par intérim de la République d'Iraq (S/2001/588), en date du 12 juin 2001.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Abdul Munim **Al-Kadhe**

